

Résumés

Résumé

Depuis le début des années 2000, les prix immobiliers augmentent plus vite que les revenus, en particulier dans les grandes villes françaises. Les temps d'attente pour obtenir un logement social sont de plus en plus longs. Dans ce contexte, l'objet de cette thèse est d'étudier les trajectoires résidentielles des personnes ayant rompu une union cohabitante en France métropolitaine à l'aide de méthodes quantitatives (Enquêtes Logement 2002, 2006 et 2013 (INSEE) ; Statistiques sur les Ressources et les Conditions de Vie (Eurostat) (2004 – 2015) ; « Mon Quartier, Mes Voisins » (INED - CNRS Centre Max Weber, 2018)), et qualitatives (34 entretiens). Nous étudions d'abord ce que le contexte des séparations produit en termes de trajectoires sociales et résidentielles. Les ruptures peuvent participer à des trajectoires de « déclassement au cours du cycle de vie », pour celles et ceux vivant à la fois des déstabilisations professionnelles, familiales et résidentielles. Celles-ci s'articulent à des « trajectoires résidentielles descendantes », massives, en raison du contexte des séparations (déménagement dans l'urgence, baisse des ressources économiques). Nous démontrons ensuite que les ruptures conjugales participent à la croissance des inégalités de logement, inégalités selon la classe et le genre. Les ressources de l'entourage ont tendance à augmenter plutôt qu'à réduire ces inégalités. Au croisement entre sociologie du genre et des classes sociales, sociologie du logement et sociologie de la famille, cette thèse mêlant à parts égales matériaux quantitatifs et qualitatifs contribue à questionner la place du logement dans les dynamiques de la stratification sociale.

Mots-clé : logement ; séparations conjugales ; trajectoires résidentielles ; classes sociales ; genre ; famille ; articulation des méthodes quantitatives et qualitatives.

Abstract

Since the early 2000s, real estate prices have been rising faster than incomes, especially in large French cities. Waiting times for social housing are getting longer and longer. In this context, the purpose of this thesis is to study the residential trajectories of people who have broken up a cohabiting union in metropolitan France using quantitative (Enquête Logement (Housing surveys) 2002, 2006 and 2013 (INSEE); Statistics on Income and Living Conditions (Eurostat) (2004 - 2015); "Mon Quartier, Mes Voisins" (INED - CNRS Centre Max Weber, 2018)), and qualitative methods (34 interviews). We first study what the context of separations produces in terms of social and residential trajectories. Breakups can contribute to "downgrading trajectories during the life cycle" for those who experience professional, family and residential destabilization at the same time. These are linked to massive "downward residential trajectories" due to the context of separations (emergency relocation, decline in economic resources). We then show that marital breakdowns contribute to the growth of housing inequalities, inequalities by class and gender. The resources of the entourage tend to increase rather than reduce these inequalities. At the crossroads between the sociology of gender and social classes, the sociology of housing and the sociology of the family, this thesis, which combines quantitative and qualitative materials in equal measure, contributes to questioning the place of housing in the dynamics of social stratification.

Keywords : housing; marital separations; residential trajectories; social classes; gender; family; articulation of quantitative and qualitative methods.